



FEDECHOSSES

Fédéchoses - *F077*

POUR LE FEDERALISME

1992 . 3

77

REFERENDUM

OUI au Traité sur l'Union Européenne

L'unification européenne est arrivée à un tournant décisif.
Avec le Traité de Maastricht, les gouvernements de la Communauté ont décidé :

- . de créer une monnaie unique,
- . de démocratiser la Communauté en renforçant les pouvoirs du Parlement européen et en donnant naissance à la citoyenneté européenne,
- . d'amorcer une politique extérieure et de sécurité commune.

La ratification de Maastricht est une condition sine qua non pour répondre aux défis que l'histoire a mis à l'ordre du jour :

- . reconstruction de l'Europe centrale et orientale prélude à l'élargissement de la Communauté,
- . relance de l'économie et construction de l'Europe sociale,
- . élaboration d'un nouvel ordre mondial plus juste et plus pacifique,
- . enfin sauvegarde de l'environnement.

Ceux qui appellent les français à voter NON, même et surtout ceux qui se réclament encore de la gauche, font une détestable opération de politique intérieure, se trompent ou trompent sciemment les électeurs pour le plus grand profit du Front National et de lui seul.

L'heure est trop grave pour un vote de défoulement collectif !
L'importance de l'enjeu ne le permet pas.

Les fédéralistes qui n'interviennent jamais dans la politique nationale affirment que le choix est clair entre :

- . le OUI de progrès : pour la poursuite de l'unification européenne et le progrès social,
- . le NON du déclin entraînant le chaos économique, l'affaiblissement dû à la désunion politique, la victoire de l'obscurantisme et de l'intolérance.

Fédéchoses



M^{me} Hélène Carrère d'Encausse présidera le comité national pour le « oui »

Quelque trois cents personnalités des arts, de l'université, de l'entreprise appellent à voter « oui » au référendum du 20 septembre, au sein d'un comité national annoncé par M. Jack Lang la semaine dernière (*le Monde* du 20 août) et dont la composition a été rendue publique, mardi 25 août, par sa présidente, M^{me} Hélène Carrère d'Encausse. On relève, parmi les noms de ces partisans du traité de Maastricht, ceux de scientifiques et de dirigeants d'entreprise qui ne sont pas familiers de ce genre d'engagement public. « *Le concert des « oui » doit faire entendre les instruments les plus divers, parce que l'Europe n'est pas monocorde* », déclarait au *Monde* le ministre de l'éducation nationale et de la culture, chargé d'animer, avec M^{me} Elisabeth Guigou, ministre délégué aux affaires européennes, la campagne du gouvernement pour le référendum.

Ecrivains, philosophes, éditeurs :

M^{me} et MM. Elisabeth Badinter, François-Régis Bastide, Lucien Bodard, Daniel Boulanger, Jean-Denis Bredin, Marie Cardinal, Edmonde Charles-Roux, Noëlle Chatelet, Andrée Chédid, Hélène Cixous, Georges-Emmanuel Clancier, Alain Decaux, Pierre Daix, Didier Decoin, Jacques Derrida, Dominique Desanti, Marguerite Duras, Umberto Eco, Jean-Pierre Faye, Bernard Fixot, Antoinette Fouque, Anne-Marie Garat, Marek Halter, Nicolas Hulot, Odile Jacob, Julia Kristeva, Jacques Lacarrière, Jean Lacouture, Jacques Lanzmann, Bernard-Henri Lévy, Jean-François Lyotard, Françoise Mallet-Joris, Albert Memmi, Pierre Moinot, Edgar Morin, Yves Navarre, Monique Nemer, François Nourissier, Erik Orsenna, Hélène Parmelin, Daniel Pennac, Jean-Luc Pidoux-Payot, Bertrand Poirot-Delpech, Yann Queffelec, Jacqueline Risset,

Alain Robbe-Grillet, Denis Roche, Danièle Sallenave, Enzo Siciliano, Philippe Sollers, Michel Tournier, Françoise Xenakis.

Comédiens :

Victoria Abril, Sophie Agacinsky, Stéphane Audran, Daniel Auteuil, Nathalie Baye, Emmanuelle Béart, Guy Bedos, Richard Berry, Laura Betti, Claude Brasseur, Jean Carmet, Claudine Coster, Alain Cuny, Mireille Darc, Alain Delon, Danièle Delorme, Catherine Deneuve, Gérard Depardieu, Raymond Devos, Danielle Evenou, Nicole Garcia, Denise Gence, Annie Girardot, Isabelle Huppert, Francis Huster, Tcheky Karyo, Bernadette Lafont, Gina Lollobrigida, Christophe Malavoy, Robert Manuel, Sophie Marceau, Marcello Mastroianni, Ludmilla Michael, Pierre Mondy, Jeanne Moreau, Philippe Noiret, Maria Pacôme, Hugues Quester, Charlotte Rampling, Muriel Robin, Rufus, Jean-Marc Thibault, Charlotte de Turckheim.

Metteurs en scène :

René Allio, Pedro Almodovar, Jean-Jacques Beineix, Claude Berri, Bernardo Bertolucci, Bertrand Blier, Liliana Cavani, Costa-Gavras, Jérôme Deschamps, Marco Ferreri, Laurent Heynemann, Robert Hossein, Alain Jessua, Jean Labib, Claude Lanzmann, Claude Lelouch, Marcel Maréchal, Serge Moati, Gérard Oury, Luis Pasqual, Pier-Luigi Pizzi, Roman Polanski, Euzan Palcy, François Reichenbach, Yves Robert, Francesco Rosi, Claude Sautet, Ettore Scola, Marc Simenon, Bertrand Tavernier, Danièle Thompson, Agnès Varda, Andrzej Wajda, Jacques Weber, Wim Wenders, Andrzej Zulawski.

Chanteurs, interprètes, musiciens, compositeurs :

Marcel Amont, Maurice André, Jean-Louis Aubert, Charles Aznavour, Barbara, Gilbert Bécaud, Marc-Paul Belle, Pierre Boulez, Patrick Bruel, Carlos, Jean-Claude Casadesu, Alain Chamfort, Marc-André Dalbavie, Hélène Delavault, Manu Dibango, Plácido Domingo, Henri Dutilleul, Jacques Dutronc, Stéphane Eicher, Elmer Food Beat, Enzo Enzo, Peter Gabriel, Johnny

Hallyday, Françoise Hardy, Jacques Hauronne, Barbara Hendricks, Pierre Henry, Jacques Higelin, Jean-Michel Jarre, Catherine Lara, Maxime Le Forestier, Michel Legrand, Luis Llach, Enrico Macias, Paul Méfano, Eddy Mitchell, Guesch Patti, Ruggero Raimondi, Line Renaud, Mstislav Rostropovitch, Michel Sardou, Dominique Sonic, Charles Trenet, Iannis Xenakis.

Plasticiens, stylistes, créateurs :

Valerio Adami, François Arnal, Luciano Berio, Paul Bocuse, Jean-Pierre Buffi, Sylvio Cadello, César, Philippe Druillet, Fred, Gérard Fromanger, Jean-Paul Goude, Michel Guérard, Daniel Hechter, Gotfried Honneger, André Julliard, Piotr Kowalski, Bernard Loiseau, Alfred Manessier, Titina Maselli, Nikki de Saint-Phalle, Jean Nouvel, Pierre Paulin, Dominique Perrault, Stéphane Plassier, Edouard Pignon, Jean-Pierre Raynaud, Martial Raysse, Sonia Rykiel, Yves Saint-Laurent, Christiane Schmückle-Mollard, Michel Schreiber, Pierre Soulages, Philippe Stark, Vera Szekeli, Roger Tallon, Pierre Tardieu, Gérard Thonauer, Jean-Louis Tripp, Claude Viallat, Jean-Michel Wilmotte.

Personnalités de la vie économique et sociale :

Abbé Pierre; MM. Michel Albert, président des AGF; Bernard Arnault, PDG de LVMH; Bernard Attali, président d'Air France; M^{me} Gilberte Beaux; MM. Pierre Bergé, PDG d'Yves-Saint Laurent; André Bergeron, ancien secrétaire général de FO; Francis Blanchard, ancien président de l'OIT; Yvon Chotard, ancien vice-président du CNPF; Pierre Cormoreche, président de l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture; Daniel Gœudevert, président de Volkswagen; André Helbert, président de la Fédération française des ports de plaisance; Pierre Héritier, syndicaliste; Maurice Herzog, ancien ministre; André Laur, président de la Fédération de la mutualité agricole; Loïc Le Floch-Prigent, PDG d'Elf-Aquitaine; Michel-Edouard Leclerc, coprésident de l'Association des centres Leclerc; Raymond Lévy, ancien PDG de Renault; M^{me} Renée-Claude Mader,

animatrice d'association de défense des consommateurs; MM. Edmond Maire, ancien secrétaire général de la CFDT; Alain Minc, Jacques Moreau; Lindsay Owen-Jones, PDG de L'Oréal; Jean Peyrelevade, PDG de l'UAP; Didier Pineau-Valencienne, PDG de Schneider; Antoine Riboud, PDG de BSN; René Thomas, PDG de la BNP; Robert Toulemon, président d'association; Gilbert Trigano, fondateur du Club Méditerranée.

Universitaires, médecins, hommes de science :

MM. Jean Bernard, Alain Bombard, Alain Carpentier; Jean-Pierre Changeux et Yves Coppens, professeurs au Collège de France; Jean Dausset, prix Nobel de médecine; René Frydman, professeur de médecine; Pierre-Gilles de Gennes, prix Nobel de physique, professeur au Collège de France; Jacques Le Goff, directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales; Jean-Marie Lehn, prix Nobel de chimie; Emmanuel Le Roy Ladurie, professeur au Collège de France; M^{me} Sylviane Lévy; MM. Claude Lorius, directeur de recherches au CNRS; Etienne Lwoff, prix Nobel; Paul Millicien, Luc Montagnier, Willy Rozenbaum, professeurs de médecine; Jacques Ruffié, professeur au Collège de France; Léon Schwartzberg, professeur de médecine; Jean-Pierre Vernant et Paul Veyne, professeurs au Collège de France.

Sportifs :

Jean Alesi, pilote de F1; Franck Adisson, Florence Arthaud, navigatrice; Franck Badiou, médaille d'argent aux Jeux olympiques de Barcelone; Mike Birch, Laurent Bourgnon, navigateurs; Franck Dabin, champion de tir; Richard Dacoury, basket-ball; Wilfrid Forgues, Jean-Philippe Gatien, médaille d'argent aux Jeux olympiques de Barcelone; Daniel Herrero, rugbyman; Michel Jazy, ancien champion de course à pied; Titouan Lamazou, navigateur, vainqueur du Vendée Globe Challenge; Jimmy Pahun, navigateur, vainqueur du Tour de France à la voile 1992; Gérard Petitpas, organisateur de courses à la voile; Dominique Roche-teau, ancien footballeur.

S O M M A I R E

Edito : OUI AU TRAITE SUR L'UNION EUROPEENNE	p 1
Comité national pour le OUI	p 2
Vertigo	
Les Doriot de sous-préfecture	p 3
Maastricht : des mythes aux enjeux	p 4
Maastricht, une étape nécessaire	
Le pour est parfois contre	p 5
CCRE : toujours prêts pour le OUI	p 6
Sarajevo : contresens	p 7
L'Europe unie, c'est la paix	p 8

Les Doriot de sous-préfecture

Vu de gauche
(journal dirigé par
Jean POPPEREN)

La gauche n'a jamais été monolithique. Mais les dérives de certains socialistes poussent la différence un peu loin.

COMMENTAIRE

J.-Y. LHOMEAU

VERTIGO

Afin de mieux mobiliser les troupes rétives de l'opposition, Edouard Balladur,

homme de mesure, affirme qu'une victoire du non rendrait quasi impossible le succès de la droite, éclatée, aux législatives de mars prochain. Il est sûr, en tout cas, qu'une telle issue au référendum du 20 septembre rendrait à François Mitterrand la vie impossible.

Pourquoi resterait-il à l'Élysée, en méditation désabusée sur les décombres de son grand œuvre ? Ainsi, la France n'aurait plus ni droite, ni gauche, ni président ; et tous les présidentiables s'éveilleraient, le 21, vaincus.

Le non, champion du vide absolu ? Pas si simple. Il est un homme qui se nourrit des déchets de la vie politique et qui ferait son miel du chaos. Jean-Marie Le Pen n'attend que cela.

Pour le moment, il n'existe presque plus. Les chefs de file du non de droite, Philippe Séguin, Charles Pasqua, Philippe de Villiers,

le privent d'espace et d'oxygène. Ils l'étouffent. Mais un bol d'air lui suffit pour subsister en attendant le 21 et reconquérir, dès ce jour-là, l'espace perdu et au-delà. On a toujours tendance à prendre ses désirs pour des réalités, à oublier Le Pen un peu vite, à l'enterrer au premier signe de faiblesse. Ses abominables calembours signaient le début de son reflux : il en a, au contraire, profité. Sa rencontre avec Saddam Hussein pendant la guerre du Golfe signifiait sa fin prochaine : il s'en est remis et a continué de prospérer. Son discours sur Maastricht, couvert par la puissance du concert des non, manifesterait son impuissance : il ne manquera pourtant pas de rentabiliser son « non » mieux que le tandem Pasqua-Séguin occupés à déblayer les décombres de la droite. Des perspectives qui donnent le vertige...

PAR GEORGES-MARC BENAMOU

Surprise à gauche, où l'on voit un ancien porte-parole d'un gouvernement de gauche porter aux nues l'ex-président Giscard pour mieux descendre François Mitterrand. Où l'on voit ce même personnage, proche de Jean-Pierre Chevènement, se faire tresser des couronnes de laurier par la presse d'extrême droite pour son dernier roman nauséux. Où l'on apprend par Jean-Pierre Chevènement que Maurras avait du bon. Où l'on découvre qu'un communiste proche de Jean-Edern Hallier fraternise avec le Grece. Où l'on se fait des amabilités, de l'ultra-gauche tiers-mondiste à l'ultra-droite, pour dénoncer le « mondialisme ». Surprise, surprise, surprise... Au moment où l'on s'y attend le moins, on voit de vertueux républicains, sous l'effet de Maastricht ou sous l'effet d'une trouble dérive idéologique, se transformer en « Doriot de sous-préfecture ».

Surprise ? Pas tant que ça ! La gauche n'a jamais été monolithique, mais il est arrivé que, au fil de son histoire, elle entretienne en son sein des ennemis, des

adversaires, sans le savoir vraiment — se référer sur ce point à l'*Idéologie française* de Bernard-Henri Lévy (1981) ou à la *Dérive fasciste* (1988) de Philippe Burrin. Au XIX^e siècle, l'anticapitalisme forcené prend une allure, pour une frange de gauche non marxiste, d'antisémitisme et d'antiparlementarisme — dont Jaurès se sépare très vite et très nettement.

Le syndicalisme révolutionnaire avec Sorel, qui fera alliance avec le premier fasciste européen, Georges Valois (les Faisceaux, c'est lui). Les exemples sont innombrables...

Comment ne pas rappeler la misérable dérive fasciste de Doriot (ex-PC), de Déat (néo-socialiste) et de Bergery (radical) ? Comment ne pas rappeler que 40 % de la SFIO se retrouve à Vichy, ou que nombre de grands et authentiques syndicalistes, comme le cégétiste Belin, se convertissent au corporatisme de Pétain ?

Que ce soit en 1989 pour l'affaire des foulards ou que ce soit pendant la guerre du Golfe, on a bien vu les mêmes dérives de cette gauche ambiguë.

Dérive nationaliste et isolationniste, d'une part, aux antipodes de « l'internationalisme » propre à la gauche ?

Dérive tiers-mondiste et différencialisme, d'autre part, aux antipodes de la tradition révolutionnaire des lumières, de « l'universalisme ». La gauche n'a que faire de ces faux vertueux. Elle a connu ses Doriot, ses Déat et ses Bergery. Elle n'en veut plus.

Les autorités religieuses lancent un appel pour « une Europe plus solidaire »

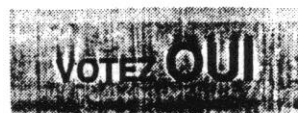
Mgr Joseph Duval, président de la Conférence épiscopale de France, le pasteur Jacques Stewart, président de la Fédération protestante de France, et M. Jean Kahn, président du Conseil représentatif des institutions juives de France, ont rendu public, mercredi 26 août, un appel commun « pour une Europe solidaire ». « La guerre qui ensanglantait l'ancienne Yougoslavie, les atrocités qui s'y déroulent, la « purification ethnique » qui y est en cours, les camps, parfois qualifiés de concentration, qu'on y installe, nous sont insupportables, écrivent-ils. Les valeurs auxquelles nous tenons — l'amour du prochain, le respect de la dignité humaine — y sont bafouées et notre angoisse est grande de voir ce qui se passe là-bas se reproduire ailleurs que dans cette région. »

Ils ajoutent : « En conscience, nous pensons que seule une Europe plus solidaire peut empêcher que de telles abominations continuent ou se reproduisent. C'est elle, et elle seulement, qui pourra — dans un avenir proche, nous l'espérons — intégrer les nations aujourd'hui déchirées ou menacées pour qu'enfin elles deviennent libres. »

Les violences xénophobes en Allemagne



Le Monde • Mercredi 26 août 1992 •



le 20 septembre 1992

Maastricht : des mythes aux enjeux

PAR ELIE COHEN *

LIBERATION

Oposer des arguments rationnels à des mythes, parler puissance à ceux qui rêvent du bonheur suisse des absents de l'Histoire ou combattre l'ennui distingué de ceux pour qui l'économie n'importe guère est assez vain. Pourtant, l'enjeu est tel qu'il faut plaider encore et encore pour la ratification des accords de Maastricht en répondant simplement à quelques questions insistantes. Les accords de Maastricht engagent-ils de manière irréversible la France ou les « 12-1 » ? La réponse est non, rien dans l'Histoire n'est jamais irréversible. Peut-on être pour l'Europe et contre les accords de Maastricht ? La réponse est non, on ne casse pas impunément une dynamique, on ne détruit pas la confiance sans en payer le prix.

La France aliène-t-elle son indépendance économique et sa souveraineté monétaire en adhérant à l'Union économique et monétaire - UEM ? La réponse est encore non ; la mondialisation des économies, la globalisation des firmes ne lui laissent le choix qu'entre le libre-échange universel et l'économie organisée dans un ensemble régional, l'Etat-nation n'étant plus le cadre approprié à la régulation économique.

Peut-on être pour les accords et contre l'accroissement du budget communautaire ? La réponse est toujours non parce qu'on ne peut à la fois vouloir l'intégration économique de pays divers par leurs niveaux de développement et interdire la nécessaire redistribution, facteur de cohésion. D'où vient alors qu'il soit si difficile de se faire une idée précise de la nature de l'engagement européen, que l'on ne puisse répondre à des questions fondamentales sur le caractère fédéral ou intergouvernemental du processus actuel ? Comment expliquer que des économistes également compétents soutiennent que les critères de convergence sont trop sévères ou trop lâches, que l'Union monétaire est nécessaire ou parfaitement inutile, que le don du mark fait à l'Europe représente un réel sacrifice ou le moyen d'organiser l'Europe autour d'un mark rebaptisé ECU ? Comment justifier l'avis des experts en matière de défense qui soutiennent, pour les uns, que la politique extérieure et de sécurité commune sera le vecteur d'une politique étrangère et de défense réellement commune ou, pour les autres, un obstacle à l'intégration franco-allemande ?

Répondre à ces questions suppose une intelligence des dynamiques de la construction européenne, une lecture froide des accords de Maastricht et une certaine confiance dans les vertus de la démocratie représentative. Au-delà, la détermination de chaque citoyen sera fonction non du contenu d'un traité illisible mais d'un choix entre une France ouverte dans une Europe organisée et une France seule dans un univers libre-échangiste.

L'irréversibilité : l'annonce solennelle en a été faite ; le 1^{er} janvier 1999 au plus tard, l'union monétaire sera effective, la marge de fluctuation entre monnaies sera nulle, l'ECU remplacera le franc, le mark, le florin, la lire, une banque centrale européenne indépendante héritera des prérogatives des différents instituts monétaires en matière de régulation et de gestion de la position de change extérieure. Lorsqu'on présente ainsi l'UEM, on omet trois détails qui font toute la différence : personne n'envisage aujourd'hui que l'Italie puisse atteindre les objectifs de convergence fixés ; l'appréciation de ces critères sera politique, ce qui signifie que les États retrouvent toutes leurs prérogatives et décideront d'accélérer ou de freiner, de continuer l'Europe des « 12 » ou d'accentuer une Europe à géométrie variable ; enfin, entre l'adoption d'une grille fixe de parités (phase 3a) et le choix de l'ECU comme monnaie unique (phase 3b), il s'écoulera « un certain temps », proche de zéro pour les Français, mais très extensible pour les Allemands. On le voit, même dans la partie dure du traité de Maastricht, il reste place à des interprétations, des réorientations, des adaptations. Si l'on considère à présent la politique étrangère et de sécurité ou les nouveaux domaines de compétence de la Commission, on constate que le concert intergouvernemental a été renforcé au détriment de cette dernière, que l'unanimité devient requise pour ce qui concerne la politique industrielle et qu'en outre, sans moyens financiers substantiellement plus élevés, il n'est pas de politique nouvelle. Or les États continuent à tenir les cordons de la bourse, et nul ne peut préjuger des orientations des gouvernements qui vont se succéder d'ici à l'an 2000.

Voudrait-on une preuve supplémentaire du caractère très réversible des engagements irréversibles qu'il suffirait de reconsidérer les résultats de l'Acte unique. Qui ose rappeler aujourd'hui qu'on a renvoyé à des temps plus cléments l'harmonisation de la TVA et sa perception dans le pays d'origine, la France, ou encore l'harmonisation des fiscalités de l'épargne ? Le problème de la souveraineté n'est pas très différent. De vieilles nations comme

la France ou l'Angleterre, ayant régné sur des empires, fières de leur apport au monde, peuvent être jalouses de leurs prérogatives (sièges au Conseil de sécurité, présence militaire significative dans certaines régions du monde, ressources nucléaires). Qu'y a-t-il donc de particulièrement alarmant dans ces accords ? Répétons-le, au grand dam de la Commission, la politique étrangère et de sécurité est du domaine intergouvernemental, jamais, contrairement à ce qui est prétendu, la France ne se trouverait engagée contre son gré dans une aventure extérieure. Du reste, ce débat est quelque peu dérisoire quand on sait ce qu'a été notre contribution à la guerre du Golfe et quand à nos portes se développe une guerre meurtrière à laquelle nous assistons en spectateurs. S'agissant à présent de la souveraineté monétaire, il suffit de rappeler que le SME a été un havre de stabilité dans un univers tourmenté, que la France est obligée de s'aligner sur l'Allemagne et que celle-ci doit veiller à sa position vis-à-vis du dollar. On peut ainsi en tirer trois conclusions :

- l'UEM, couronnement de l'Acte unique, représente le choix d'une autonomie monétaire retrouvée des Douze par rapport au dollar ;

- l'UEM, c'est l'espoir pour la France de peser sur la politique monétaire communautaire ;

- l'UEM, c'est la certitude d'un rôle moindre du dollar dans les transactions et dans les réserves de change, donc un élément de compétitivité de l'ensemble européen.

Le débat sur la souveraineté charrie des craintes plus diffuses en matière d'identité culturelle, de modèle social et de légitimité démocratique. Nul argument ne peut convaincre ceux qui haïssent l'esprit du temps, la télévision franco-allemande, Mickey et le modèle culturel américain, les mélanges de genres. Il est difficile pour ceux qui ont cru aux vieilles lunes de l'économie administrée d'admettre qu'il n'y a plus compétition entre les modèles de gestion de la société, et l'on comprend que l'alternative entre une politique sociale-libérale ou libérale-sociale les exaspère.

Et pourtant il est crucial de dire oui à l'Union européenne. Le malaise actuel tient moins aux enjeux mêmes de la construction européenne qu'à la procédure choisie pour valider les choix faits. Soumettre les accords de Maastricht au référendum est inadéquat. L'UEM est une œuvre technocratique comportant plusieurs scénarios d'évolution que le pouvoir politique tranchera le moment venu. L'union politique qui aurait justifié la ratification

Le choix du oui ne représente pas une approbation d'un traité, mais l'option d'un soutien à la construction d'une Europe organisée qui est la seule chance pour la France d'échapper à l'étreinte d'une vaste zone de libre-échange dont les règles lui seront beaucoup plus sévères.

populaire demeure une coquille vide. C'est enfin le rôle propre des élus de réduire la complexité, de faire des choix en s'en portant garants devant leurs électeurs. Mais, à partir du moment où le choix de la procédure référendaire a été fait, les conséquences politiques, stratégiques et économiques d'un non deviennent incalculables. En cherchant à acquiescer une légitimité populaire, la construction européenne change de nature. De construction hermétique d'experts, elle devient objet de controverse nationale. La visibilité qu'elle gagne la fragilise en cas d'échec et la conforte en cas de succès. Dès lors, les citoyens sont moins appelés à ratifier le contenu technique des accords qu'à manifester leur consentement ou leur refus de la construction européenne. On ne rappellera jamais assez que, sans le choix courageux de l'ancrage européen de 1983, jamais la France n'aurait pu nouer avec la croissance et la prospérité, maintenir son agriculture ; elle aurait cédé aux sirènes des agrariens protectionnistes à la Méline de toujours, mis en péril son industrie automobile en la protégeant de manière factice contre la concurrence japonaise. Sans l'Europe, la voix de la France ne porterait plus au Japon, en Asie continentale, en Amérique latine, et les pays de l'Est auraient fait le choix exclusif de l'Allemagne. La victoire des anti-Maastricht hâterait paradoxalement l'instauration d'un ordre économique et géopolitique qu'ils récuse, une Europe allemande régnerait sur une zone de libre-échange menacée par les localismes et les corporatismes.

* Directeur de recherche au CNRS.

Pour tous ceux qui, comme nous, sont convaincus que l'avancée européenne est une nécessité, les raisons de dénoncer les accords de Maastricht ne manquent pas. Leur logique est celle qui a présidé jusqu'ici à la construction européenne : celle d'une Europe inter-étatique au sein de laquelle le déficit démocratique est maintenu, sinon accentué, d'une Europe du Marché où prime la seule rationalité économique aux dépens de la construction politique, de l'harmonisation sociale, du respect de l'environnement et des équilibres régionaux, d'une Europe centralisée qui n'a pas encore appris à reconnaître pleinement sa diversité, d'une Europe cependant fragmentée dont le manque de cohérence et la pluralité de structures augurent mal de son élargissement en direction de l'Est, indispensable pourtant au maintien de la paix.

Pour autant, pareil constat ne peut nous conduire à préconiser le non à la ratification. La manière dont se sont engagés les débats en France impose une autre lecture de l'événement. La question posée aujourd'hui est moins celle de savoir quelle Europe se construit et comment, que la question de principe : faut-il ou non poursuivre et approfondir la construction européenne ? La réponse positive à cette question implique une attitude elle aussi positive face à Maastricht. Refuser la ratification en escomptant une renégociation dans un sens plus favorable serait une erreur. Le rejet des accords de Maastricht, au moins dans le contexte politique hexagonal, serait inévitablement porté au crédit des tenants de la "souveraineté nationale" et condamnerait tout progrès de l'idée européenne pour un temps indéterminé.

Seule une ratification clairement obtenue par référendum peut ouvrir la voie à une évolution positive. Dire oui à Maastricht ce n'est pas approuver tous les aspects du traité, ni sa logique réductrice, c'est avant tout se prononcer pour l'Europe ; c'est faire le pari, réaliste et raisonnable qu'en dépit des réticences et des blocages que les États et les gouvernements ne manqueront pas d'établir, l'évolution se fera vers moins d'État, plus d'Europe, plus de Région. Aussi brève qu'elle soit, l'histoire européenne depuis 1957 nous montre que cette évolution est déjà entamée et que la logique de l'Europe comme celle des Régions finiront par s'imposer.

Le traité lui-même contient quelques avancées en ce sens. La création et l'institutionnalisation auprès du Conseil et de la Commission de l'organe consultatif qu'est le "Comité des Régions", le développement et l'orientation des fonds structurels en faveur des régions défavorisées, le principe de la contribution de la Communauté à l'épanouissement des cultures "dans le respect de leur diversité nationale et régionale" sont, avec les minimes accroissements de pouvoir du Parlement Européen, des mesures bien timides. Mais ce sont aussi des premiers pas, comme l'a d'ailleurs souligné l'Assemblée des Régions d'Europe à l'occasion de ses IV^{èmes} Assises Générales en février à Mannheim ou lors de la réunion à Montpellier, début mai, de son comité spécialement chargé de préparer la mise en place du Comité des Régions.

Maastricht doit être regardé comme une étape et aussi paradoxal que cela puisse paraître comme une étape nécessaire vers l'Europe des Peuples et des Régions.

Gustave AIROLO

Occitania
(journal du Partit Occitan)

Le pour est parfois contre

Il y a les Européens qui sont vraiment européens parce que, sans malignité comme sans ambiguïté, ils aiment leur pays. Ils disent oui à Maastricht, œuvre humaine qui n'est pas, en son état, immuable, mais perfectible.

Il y a les Européens qui votent non parce qu'eux sont véritablement européens. La preuve ? Ils ont toujours préféré la Grande Europe à la petite Europe, manière astucieuse de reporter aux calendes grecques la mise en place d'une authentique entité européenne.

Il y a les Européens de longue date qui récusent le traité parce qu'il inclut le vote des étrangers, même s'ils conviennent que tout le reste est acceptable, ceux-là même pour qui l'arbre cache toujours la forêt.

Il y a les irréductibles pour qui l'indépendance nationale ne peut être transgressée alors qu'ils ont apporté leurs suffrages à la Constitution de 1958 qui fait sienne la Déclaration de 1789 ainsi que le préambule de 1946 qui stipule que « sous réserve de réciprocité, la France consent aux limitations de souverainetés, à l'organisation et à la défense de la Paix ». Et la logique ? Il n'y a pas de logique pour les passionnés.

Et puis, il y a les nationalistes, pardon les patriotes purs et

durs qui n'ont pas toujours été aussi purs et durs qu'ils veulent bien le prétendre, particulièrement lors du pacte germano-soviétique ou après la guerre 39/45 lorsque l'impérialiste URSS imposa le thème « du droit d'intervention de la communauté socialiste » pour affirmer ses conquêtes (notamment celles de l'Europe de l'Est). Ce droit d'intervention, c'était la fameuse doctrine de la « souveraineté limitée ».

Eux, pas de problèmes, ils voteront non avec l'enthousiasme de ceux qui, frénétiquement, appellent à la levée en masse pour défendre nos frontières menacées par les Huns.

Bien sûr, et c'est logique, les lepénistes apporteront leurs suffrages au non pour respecter la « tradition » qui leur aurait, à l'époque, permis d'empêcher Jeanne d'Arc d'exprimer son vote tout simplement parce qu'elle était de... Lotharinge (Lorraine) rattachée au royaume de France seulement en 1766.

De cœur, je suis déjà citoyen du monde.

De fait, je deviens citoyen européen.

Evidemment, qui peut le plus peut le moins.

Henri VAUTROT
13/6/92

Le Mouvement européen veut s'adresser à la « société civile »

Le Mouvement européen, que préside en France M. Jean François-Poncet, sénateur (UDF) du Lot-et-Garonne, lance la deuxième phase de sa campagne pour le « oui » au référendum sur le traité de Maastricht, après les réunions publiques qui avaient associé, en juin dernier, des personnalités de la majorité et de l'opposition.

Deux cent cinquante jeunes de l'Europe des Douze, d'Europe centrale et de Scandinavie se réuniront, du 29 août au 2 septembre, à Port-d'Albret, dans les Landes, pour une « université d'été », à laquelle doivent participer M. Jacques Delors, président de la Commission de Bruxelles, M^{me} Elisabeth Guigou, ministre délégué aux affaires européennes, M^{me} Simone Veil, ancienne présidente du Parlement européen, et le premier ministre suédois, M. Carl Bildt, ainsi que des intellectuels et des chefs d'entreprise.

M. François-Poncet a annoncé aussi la création de comités pour le « oui » à Maastricht à travers la France. « Nous voulons nous adres-

ser à la société civile », a-t-il précisé, en prenant pour cible « l'affirmation selon laquelle on pourrait dire « non » à Maastricht, mais « oui » à l'Europe, car c'est une imposture ». Pour l'ancien ministre des affaires étrangères, « deux dynamiques se disputent l'âme de l'Europe, la dynamique communautaire et la dynamique nationaliste ». « C'est de la décision de la France, a-t-il affirmé, que dépendra la réussite de l'une ou de l'autre. »

A propos de la situation dans l'ex-Yougoslavie, le sénateur du Lot-et-Garonne a déclaré que « l'impuissance dont l'Europe fait preuve a un caractère inacceptable ». « On en tire, a-t-il ajouté, la conséquence hâtive et inexacte que l'Europe est impuissante et que, dans ces conditions, à quoi bon s'attacher à en poursuivre la construction ? C'est totalement erroné. » Pour M. François-Poncet, « la France est sûrement le pays le plus actif en Yougoslavie », mais « ce que l'on doit faire et que l'on ne fait pas, et qui est la solution à moyen terme, est de faire en sorte que l'embargo voté soit appliqué ».

Le Monde • Jeudi 20 août 1992 •

CCRE

Toujours prêts pour le oui

De gauche et de droite, ils sont côte à côte pour défendre l'Europe depuis 1951. Le Conseil des communes et régions d'Europe fait aujourd'hui campagne pour le oui à Maastricht.

Pour Jacques Golliet, sénateur de Haute-Savoie, membre de l'opposition, et Gérard Gaud, sénateur de la Drôme, socialiste, l'engagement européen ne date pas d'hier. Aux côtés de Jacques Chaban-Delmas, ils œuvrent depuis 1951 dans le Conseil des communes et des régions d'Europe, au rapprochement entre les peuples. "L'idée du Conseil a germé dans la tête des gens qui avaient connu la guerre. Conjointement avec le rapprochement franco-allemand, ils ont pensé qu'un des moyens d'éviter un nouveau conflit était une coopération des peuples à travers leurs institutions locales", explique Jacques Golliet. La manifestation la plus visible de ces rapprochements étant les comités de jumelage.

Aussi lancent-ils aujourd'hui, toutes tendances politiques confondues, un appel aux maires des communes françaises. Pour qu'ils signent une déclaration demandant aux électeurs de ratifier le traité de Maastricht. Dans la région, Bernard Bosson, Gilbert Chabroux et Jean Salles figurent parmi les premiers signataires. "Nous avons mis quarante ans à établir une relation de confiance avec l'Allemagne, explique Gérard Gaud, elle risque d'être brisée par un rejet de Maastricht. Or, dans l'Europe, le choix de la France a un poids autrement important que celui du Danemark. Si le pilier franco-allemand se fissure, plus rien ne sera plus comme avant. Le oui ou le non n'est plus de ce point de vue un problème juridique, c'est un pro-

blème de confiance et psychologique". Sans vraiment l'avouer, les responsables rhônalpins du conseil des communes et régions d'Europe craignent un déplacement vers l'Est du centre européen, avec une domination économique allemande.

Pour défendre leur point de vue résolument européen, les membres du conseil des communes battent la campagne, au sens strict du terme, en tenant des réunions d'explication dans les communes de moyenne importance de la région Rhône-Alpes. Et axent leur discours essentiellement sur l'explication du traité et de ses conséquences. Volontairement, les élus se sont écartés de ses réunions, pour ne pas les influencer politiquement et permettre une réflexion plus sereine. "Nous allons tenir en tout plus de trente et une réunions. Une des grandes préoccupations des gens que nous avons déjà rencontrés est de comprendre. On a l'impression, et c'est dommage, que les gens découvrent l'Europe avec Maastricht, expliquent les responsables du Conseil des communes. Leurs questions sont très techniques, elles concernent la politique sociale, la politique agricole commune, en milieu rural ce dernier sujet montre qu'en fait les agriculteurs connaissent bien les rouages de l'Europe. Mais il y a également des questions sur le fonctionnement de la Banque centrale européenne, même si personne ne s'est jamais demandé comment fonctionne la Banque de France".

F.P.

Réunions publiques dans le Rhône: le 4 septembre à Chasselas-Rhône, le 8 à Corbas, le 9 à Francheville, le 10 à Saint-Pierre-de-Chandieu, le 11 à Oullins, le 15 à Feyzin, le 16 à Saint-Laurent-de-Mure et le 17 à Saint-Fons.

LYON FIGARO (29 août 1992)

Le comité pour le « oui » veut être « œcuménique »

M^{me} Hélène Carrère d'Encausse a présenté à la presse, mardi 25 août, le comité national pour le « oui », qu'elle préside (le Monde du 26 août), en précisant que ce comité est « parfaitement œcuménique politiquement », car « l'Europe n'appartient à aucun parti ». Se situant elle-même « dans la mouvance libérale », l'académicienne a expliqué que « le traité de Maastricht, c'est le portillon que l'on doit franchir pour aller plus loin » et que ceux qui sont pour le « non » « ont raison d'avoir peur » des dangers de technocratie que recèle la construction européenne. Pour elle, il s'agit précisément, en se mobilisant pour le « oui », « d'enlever l'Europe aux technocrates et à l'espace politique et de la rendre aux sociétés civiles ».

D'autres membres du comité étaient présents lors de cette conférence de presse, tels que M. Jean Dausset, Prix Nobel de médecine, qui a expliqué que si la « chance » de Maastricht n'est pas saisie, « le risque est considérable de voir l'Allemagne dépasser irrémédiablement la France ». Autre scientifique, M. Jacques Ruffié a souligné, lui aussi, qu'« il y a des trains qui ne repassent

pas » et que « si l'Europe se fait sans nous, elle se fera contre nous ». M. Edmond Maire, ancien secrétaire général de la CFDT, a insisté sur les perspectives que le traité ouvre à l'Europe sociale, et M. Antoine Riboud, président-directeur général de BSN, sur la chance historique que représente la possibilité de faire émerger une monnaie unique européenne.

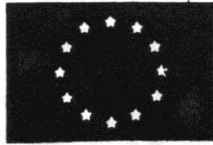
MM. Didier Pineau-Valencienne, président-directeur général de Schneider, et Gilbert Trigano, fondateur du Club Méditerranée, ont souligné, l'un, que la France « serait la grande perdante du « non » à Maastricht », l'autre, que ceux « qui ont accepté la CECA et le traité de Rome ne peuvent refuser, aujourd'hui, Maastricht ». L'écrivain Albert Memmi a souhaité que les partisans du « oui » se montrent « légèrement moins courtois » vis-à-vis de ceux du « non », car ces derniers sont, à ses yeux, « politiquement irresponsables et philosophiquement réactionnaires ». « Tout ce qui tourne le dos à la guerre est bon », a-t-il dit, et « le fait que les Etats adoptent des positions politiques communes ne menace pas la diversité des cultures ».

Le Monde • Jeudi 27 août 1992



• Le Monde • Vendredi 24 juillet 1992

Si vous souhaitez ...
une France forte
dans une Europe unie
écoutée dans le monde
N'HESITEZ PAS



le 20 septembre 1992

Pour l'avenir de la France

Pour l'Europe des citoyens

Pour la monnaie la plus stable du monde

Pour une aide efficace aux pays de l'Est et aux pays du Tiers-monde

Pour garantir la paix entre tous les peuples d'Europe

Pour toutes ces raisons, le OUI au référendum sur l'Union européenne s'impose !

U.E.F.
12, rue du Président Carnot
69002 LYON

Au Forum RMC - l'Express

M. Harlem Désir se prononce pour un «oui» raisonné

M. Harlem Désir, président de SOS-Racisme, s'est prononcé, dimanche 23 août, au Forum RMC-l'Express, pour «un «oui» raisonné» au référendum du 20 septembre, affirmant notamment : «Je crois que les Etats-nations, qui ont sans doute encore une pertinence sur le plan de l'Histoire, de la culture, sont un peu obsolètes sur le plan de la réalité économique.»

Selon M. Désir, «ce qui se passe à nos portes, en Yougoslavie, plaide évidemment pour le rapprochement et

des politiques communes entre Européens». De même, «tout ce qui permet de dépasser le nationalisme entre la France et l'Allemagne, tout ce qui permet de faire travailler ensemble les peuples d'Europe (...) est une nécessité d'aujourd'hui». Estimant que : «Maastricht est un compromis acceptable», M. Désir a souhaité «qu'après le traité de Maastricht il y ait un traité social» et que «le prochain objectif social et démocratique de l'Europe, ce soit le partage du temps de travail».

Le Monde • Mardi 25 août 1992 •

FEDECHOSES - POUR LE FEDERALISME
Presse fédéraliste
26, rue Sala - 69002 Lyon

Directeur de la publication J.L. PREVEL

Reproduction l'Interface
12 ter, rue d'Inkermann - 69100 Villeurbanne

Commission paritaire 56256



le 20 septembre 1992



au référendum sur l'Union européenne

S'IMPOSE A TOUS

Contresens

par Jacques Barrot

LE martyre de Sarajevo provoque l'émotion des Français tout en leur donnant l'impression d'un grand vide. Qu'est-ce que cette Europe qui ne sait que faire et que dire devant un conflit si proche et si terrible? Ce désarroi ouvre la porte à un contresens dans lequel s'engouffrent nouveaux déçus de Maastricht et partisans résolu du «non» : puisque la voix de la Communauté paraît singulièrement faible et brouillée face au drame yougoslave, mieux vaut la faire taire définitivement, mieux vaut tuer dans l'œuf l'embryon d'une Europe politique!

En fait, cette tragédie appelle non pas moins, mais plus d'Europe. Sans une démarche diplomatique commune, sans une politique de défense communautaire, il sera de plus en plus difficile de prévenir l'apparition de nouveaux conflits capables d'ébranler le continent européen. Certes, Maastricht ne nous apporte que les prémices d'une politique étrangère et de sécurité commune. Est-il raisonnable pour autant de les dédaigner en pratiquant l'imprécation du tout ou rien? Les Européens ne devraient-ils pas, au contraire, anticiper les effets du traité en formulant clairement leur politique vis-à-vis des Balkans?

Voilà des engagements qui doivent être pris ensemble, solennellement, par les Européens, pour ne laisser aucun espoir à ceux qui défient la morale élémentaire et veulent s'affranchir des principes du monde civilisé. Les citoyens des Etats membres attendent de leurs gouvernements moins d'ambiguïté et plus d'action, pour susciter une véritable mobilisation générale des opinions et redonner courage à tous ceux qui s'opposent, y compris à Belgrade, aux exactions du pouvoir serbe. Il doit être possible de faire appliquer avec vigueur les mesures d'embargo décidées et de sanctionner les complices de leurs violations. Mais, bien entendu, cela exige, plus que jamais, une action commune des gouvernements européens.

Sarajevo ne doit pas nourrir les contresens. C'est bien lorsque de Paris, de Bonn, de Londres s'élève une voix unie, une voix forte, capable de baliser clairement l'avenir, que la paix sera assurée. La preuve par Sarajevo, c'est bien la nécessité de l'union politique de l'Europe. Maastricht n'y suffira pas à lui seul, mais c'est à coup sûr un préalable nécessaire, à moins que l'on ne se résigne à perdre encore du temps... beaucoup de temps!

► Jacques Barrot est député de la Haute-Loire, président du groupe UDC de l'Assemblée nationale.

Un préalable nécessaire

Et pourquoi la France ne prendrait-elle pas l'initiative de proposer à ses partenaires une déclaration commune autour de quelques principes et engagements formels : volonté de pratiquer le droit d'ingérence humanitaire pour secourir les victimes et contrôler les camps de détention contre le gré des agresseurs, y compris avec des moyens militaires; refus de la reconnaissance, aujourd'hui comme demain, de tout Etat fondé sur le principe de la purification ethnique et de l'annexion de territoires par la force, au mépris du droit des peuples à l'autodétermination; mise en accusation devant une cour de justice internationale des responsables de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre?

□ M. Lalonde appelle les Français à «repandre leurs esprits». - M. Brice Lalonde, président de Génération Ecologie, a appelé les Français, dans un communiqué publié mardi 25 août, à «repandre leurs esprits». «Nous assistons à une opération de politique intérieure pour que M. Séguin remplace M. Chirac à la tête du RPR, a ajouté l'ancien ministre de l'environnement. Cela n'a rien à voir avec le traité de Maastricht ni avec l'Europe.»

Le Monde • Mercredi 26 août 1992 •

IL FAUT LE CRIER BIEN FORT A L'HEURE OU LES SERBES PILONNENT LES BOSNIAQUES

L'Europe unie, c'est la paix

Par Michel WINOCK

La grandeur et la faiblesse de la construction européenne tiennent à la forme démocratique, quoi qu'on dise, de sa procédure. Si l'on veut bien comparer celle-ci avec les mouvements d'unification antérieurs, on en voit d'un seul coup l'originalité : l'unité allemande comme l'unité italienne se sont réalisées au XIX^e siècle par le fer et dans le sang. Au XX^e siècle, la fédération yougoslave a résulté d'une guerre mondiale. L'Union soviétique a hérité d'un empire autocratique et des conquêtes stalinienne. Et ne parlons pas du Reich hitlérien avançant ses frontières avec les stukas et les lance-flammes... Appréhensions donc la nouveauté : l'union européenne n'existera que sur la volonté des peuples. Les empires qui se font par les armes se défont par les armes. L'Europe ne sera pas un empire, mais le résultat d'un accord enfin trouvé entre les nations qui la composent.

L'Europe unie, c'est la paix : voilà ce qu'on voudrait dire à l'heure où les Serbes pilonnent les Bosniaques. L'histoire de notre continent, depuis la fin de la Rome antique, est globalement l'histoire d'une guerre permanente. Ni le pape (la chrétienté) ni l'empereur (le Saint Empire romain germanique) n'ont pu unifier l'Europe au Moyen Age, à la fin duquel les Etats princiers devenaient la norme. Une formidable compétition, qui a duré des siècles, s'est alors engagée entre eux pour imposer chacun son hégémonie. Si aujourd'hui la relation franco-allemande est bien l'axe charnière d'une Europe qui reste à édifier, c'est que le continent a été déchiré par une interminable rivalité entre deux pays qui ont capitalisé au cours des siècles des désirs de revanche en chaîne l'un contre l'autre.

Les Allemands ont eu à subir, outre les guerres de Louis XIV (qu'on se souvienne de la mise à sac du Palatinat par ses armées, en 1689, lors d'une énième flambée du Roi-Soleil), les conquêtes de la Révolution et de l'Empire — celles précisément qui ont fait naître une conscience nationale antifrançaise grosse de nouveaux conflits. Qu'on s'en convainque une fois pour toutes : il n'y a pas un bon peuple français, n'aspirant qu'à vivre entre son livarot et son beaujolais, et de méchants « Boches » habités par la rage de les

soumettre à leur volonté de puissance.

Nos monuments aux morts à eux seuls témoignent aujourd'hui en faveur de la réconciliation définitive. Des trois dernières guerres qui ont opposé les deux pays, les deux premières, celles de 1870-1871 et de 1914-1918, se sont terminées sous la loi implacable du plus fort.

Le traité de Francfort comme le traité de Versailles ne pouvaient être respectés qu'au prix de la vigilance armée des vainqueurs : tôt ou tard, l'ancien vaincu remettrait en cause la situation où on l'avait abaissé. Or, l'Europe offre une rupture heureuse avec l'enchaînement des guerres, avec les revanches qui succèdent aux revanches, et les conflagrations générales où nous entraîneraient les systèmes d'alliances dressant les uns contre les autres des puissances s'ar-

L'AXE FRANCO-ALLEMAND : UN GAGE DE SÉCURITÉ

mant jusqu'aux dents en attendant le signal.

L'Europe est à fonder — pas seulement, mais d'abord — sur l'entente consolidée entre les peuples de France et d'Allemagne, dont les divergences remontent à la nuit des temps, à la fin de l'Empire carolingien, il y a une petite douzaine de siècles. Les Danois qui craignent tant cet axe franco-allemand ne peuvent pas ignorer, eux qui ont eu tant à souffrir de leur voisin germanique, quel gage de sécurité représente cette paix promise par l'Europe entre les héritiers de Napoléon et ceux de Bismarck.

Nous devons aussi porter notre regard au-delà de notre continent. La construction de l'Union a encore pour objectif de contribuer à l'équilibre des puissances contre l'hégémonisme. Le dépôt de bilan soviétique a laissé sans véritable concurrent/partenaire la puissance américaine. Nous avons beau être abreuvés d'informations en tout genre sur l'affaiblissement du géant d'outre-Atlantique, nous n'en avons pas moins observé, lors de la récente guerre du Golfe, que les Etats-Unis étaient les seuls capables de mettre en action une force militaire décisive, et, partant, de s'octroyer un leadership politique lourd de tous les dangers. Quelles que

soient les intentions du shérif américain, il ne sera jamais bon de laisser le monopole du gardiennage international aux seuls colts du locataire de la Maison-Blanche. De surcroît, d'autres superpuissances peuvent s'affirmer dans l'avenir : le Japon, qui n'en restera pas éternellement à ses armes économiques — lesquelles peuvent s'émousser à la longue — ; la Chine, vu ses immenses ressources en hommes et en richesses potentielles... Ces réalités et ces perspectives imposent aux Européens, s'ils veulent encore compter dans les destinées de cette planète, de constituer non seulement une aire marchande, mais un contrepoids politique, diplomatique et militaire. Les gaullistes, si attachés à l'indépendance nationale et si facilement antiaméricains, devraient songer à cette mission européenne, dans le droit fil de la vision gaullienne du monde. Les futurs équilibres ne se feront plus entre des Etats-nations, mais entre des ensembles disposant des ressources suffisantes en hommes et en produits pour avoir droit à la parole. Fatigués par des siècles de guerre intestine, renonçant aux colonies

UN CONTREPOIDS POLITIQUE DIPLOMATIQUE ET MILITAIRE

qu'ils avaient conquises, débarrassés de l'utopie léniniste-stalinienne, les Européens, enfin réconciliés entre eux, ont une tâche immense à assumer en faveur de la paix et de l'équilibre mondial.

L'Europe aurait pu être construite à partir de la politique ou de la défense : on connaît l'échec de la CED. Elle s'est faite peu à peu à partir d'un marché commun : la libre circulation des marchandises est un moteur de l'histoire comme un autre. Mais il est grand temps, précisément, de passer à l'étape suivante : celle qui subordonnera les logiques de l'économie capitaliste à une volonté politique commune. La paix intérieure, l'équilibre entre les puissances, les progrès de la démocratie sociale et politique, la refondation des liens Nord-Sud — c'est à tous les citoyens, de sommer les responsables du projet européen d'en faire leurs visées constantes. Il dépend de nous que l'Europe conduise à la servitude des panses pleines ou renforce au contraire l'esprit de solidarité. En attendant, ne l'empêchons pas de naître.

LEVEMENT DU JEU - 25 JUIN AU 1^{er} JUILLET 1992

ABONNEMENT

NOM Prénom
Adresse

NORMAL : 50F

MILITANT : 100F

SOUTIEN : 500F

- Chèque à l'ordre de "Presse Fédéraliste" 26 rue Sala - 69002 LYON

- C.C.P. 2490 82 P LYON. (N° suppléments sur simple demande)

Ce journal vous a intéressé - SOUTENEZ-LE ! DIFFUSEZ-LE AUTOUR DE VOUS